

# Présidentielle sans Compaoré. Vraiment ?

• Cela ne s'était pas vu depuis 30 ans.

• Mais c'est un dauphin de l'ancien dictateur, subitement tombé en disgrâce, qui est le principal favori de l'élection présidentielle de dimanche.

• Les scrutins sont observés par tout le continent, tant par les apprentis dictateurs que par les militants en faveur de l'alternance démocratique.

## Une élection présidentielle observée par tout le continent. Et au-delà

**Analyse Marie-France Cros**

**C**inq millions de Burkinabès devaient participer, dimanche, à leurs premières élections présidentielle et législatives depuis 30 ans sans Blaise Compaoré, renversé il y a un an après avoir passé 27 ans au pouvoir.

Cet événement a cependant une dimension bien plus large que le cadre national ou même régional : le renversement du dictateur, le 31 octobre 2014, avait été observé par tout le continent et au-delà, parce qu'il paraissait être un avertissement aux chefs d'Etat africains qui sont de plus en plus nombreux à modifier leur Constitution pour rester au pouvoir plus longtemps qu'autorisé. Et le coup d'Etat de la garde présidentielle, qui lui était demeurée largement fidèle, le 17 septembre dernier, avait ranimé l'espoir des apprentis dictateurs, avant que son échec, quelques jours plus tard, laisse à beaucoup d'Africains le sentiment que le jeu restait ouvert.

### La possibilité d'une alternance

Ce qui se joue – dans cette première partie et dans celles qui suivront, les années 2016 et 2017 étant particulièrement riches en élections sur le continent –, c'est la possibilité de l'alternance politique en Afrique.

Elle n'a été observée que dans peu de pays et moins encore par passage du flambeau de manière démocratique, comme on a pu le voir au Sénégal, où après les années Senghor et Diouf, du Parti socialiste, c'est le libéral Wade qui s'était assis dans le fauteuil présidentiel, avant de devoir céder la place à l'actuel président Macky Sall, créateur d'un troisième parti, l'Alliance pour la République.

Il ne faudrait pourtant pas croire que la majorité des Africains se soucient de l'alternance au pouvoir. Sur un conti-

nent aux populations encore largement rurales, la continuité est souvent une vertu en soi et tout changement perçu comme déstabilisateur. En outre, nombre d'électeurs, peu formés, ne font pas le lien entre l'exercice électoral et l'amélioration ou non de leur qualité de vie.

C'est une des explications au fait que le principal favori du scrutin de dimanche soit Roch Marc Kaboré, ancien dauphin de Blaise Compaoré. L'importance des moyens financiers dont il dispose joue également.

### Eviter de favoriser des candidats

Après le renversement (par une révolution populaire dont le fer de lance fut des organisations civiles regroupant de nombreux jeunes) de Blaise Compaoré, les autorités de la transition avaient décidé d'écarter de la course à la Présidence tous les politiciens qui avaient soutenu la tentative du dictateur de modifier la Constitution pour pouvoir briguer un nouveau mandat. Roch Marc Kaboré était passé à travers les mailles du tamis parce qu'après avoir soutenu la manœuvre de Blaise Compaoré, il s'était retourné contre celle-ci (voir ci-contre).

Les autorités de la transition ont également interdit à toutes les figures de celle-ci de se présenter aux scrutins de dimanche. Il s'agit d'empêcher qu'un ou des candidats profitent d'une position de pouvoir pour prendre l'avantage sur leurs rivaux. Dans cette configuration, ce sont des barons du régime Compaoré – qui les a enrichis et leur a donné de l'expérience politique – ayant retourné leur veste à temps qui sont en position de favoris.

Les organisations de la société civile à l'origine de la révolution d'octobre 2014 affirment qu'elles resteront attentives et martèlent que le futur chef de l'Etat "doit comprendre qu'il n'est qu'un locataire de Kosyam", le palais présidentiel.

Le renversement du dictateur avait été observé par tout le continent et au-delà, parce qu'il paraissait être un avertissement aux chefs d'Etat africains, de plus en plus nombreux à modifier leur Constitution pour rester au pouvoir plus longtemps qu'autorisé.

## Deux anciens barons du régime Compaoré sont les favoris

**I**ronie de l'histoire : Roch Marc Christian Kaboré et Zéphirin Diabré, les deux favoris à la présidentielle de dimanche au Burkina Faso, sont considérés comme des "produits" des 27 années de pouvoir de Blaise Compaoré.

Les deux hommes sont des anciens barons du régime qui s'est écroulé à l'issue de l'insurrection d'octobre 2014 provoquée par la volonté de Compaoré de modifier la Constitution pour se maintenir au pouvoir.

Roch Marc Christian Kaboré, banquier de 58 ans au physique imposant, a été un apparatchik du régime. Il n'a abandonné le "beau Blaise" qu'en janvier 2014, dix mois avant sa chute. Plusieurs fois ministre, ex-Premier ministre, M. Kaboré a été durant dix ans le "patron" du parti présidentiel, le Congrès pour la démocratie et

le progrès (CDP). Catholique pratiquant, ce personnage affable est présenté comme un homme modéré, adepte du consensus. Ses détracteurs l'accusent de manquer de personnalité.

### De dauphin à favori

Alors considéré comme le plus probable successeur de Compaoré, M. Kaboré est brusquement tombé en disgrâce en 2012. Il a claqué la porte du CDP en janvier 2014 pour fonder le Mouvement du peuple du progrès (MPP) avec d'autres anciens caciques du régime.

Kaboré avait été un défenseur invétéré du projet de modification de la Constitution qui devait permettre à Compaoré de briguer un énième mandat. Il avait même déclaré que l'interdiction de la modifier était "antidémocratique". En 2014, il s'était retourné contre "son" projet.

M. Kaboré a réussi à fédérer une vingtaine de petits partis d'obédience socialiste. Pour de nombreux observateurs, son expérience et ses moyens "colossaux" devraient lui permettre de remporter le scrutin.

### Il était contre le nouveau mandat de Blaise

Zéphirin Diabré, 56 ans, est lui aussi issu d'une famille catholique. Docteur en Sciences de gestion de l'Université de Bordeaux, il a travaillé dans le privé, aux Brasseries du Faso (Brakina), du groupe français Castel, et pour Areva.

Député du parti de Compaoré en 1992, il devient plusieurs fois ministre. Considéré comme un libéral, il est à la baguette quand le Burkina revient à l'économie de marché après les années socialistes. Il a aussi été numéro 2 du Programme des Nations unies pour

le développement (Pnud) grâce au soutien diplomatique de Compaoré.

En 2011, il crée l'Union pour le progrès et le changement (UPC), un parti néolibéral avec lequel il arrache 19 sièges de députés pour sa première participation à un scrutin. Chef de file de l'opposition, il prend la tête du mouvement contre la modification de la Constitution qui a balayé le régime.

Selon de nombreux observateurs, son origine Bissa (ethnie minoritaire du sud-est) pourrait être un handicap dans un pays majoritairement Mossi (53 %). Il assure vouloir un "vrai changement" en opposition à Kaboré qu'il accuse de faire du "Compaoré sans Compaoré". Lors de son dernier meeting à Ouagadougou, il a accusé son rival de reprendre le programme électoral de 2005 de Compaoré : "C'est même pipe, même tabac." (AFP)

Alors considéré  
comme  
le plus  
probable  
successeur  
de Compaoré,  
M. Kaboré est  
brusquement  
tombé  
en disgrâce  
en 2012.